



CSA spécial de
région académique
Mardi 11 mars 2025

DECLARATION LIMINAIRE DE LA FSU

Mme la rectrice,
M. le recteur,
Mesdames et messieurs les membres du CSA,

Une fois encore, et depuis de trop nombreuses années consécutives, nous sommes réuni-es pour évoquer des suppressions d'emploi en services académiques ou de région académique.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir évoqué à maintes reprises, tant au niveau académique que ministériel, la sous-administration chronique de l'Éducation nationale et les souffrances psychologiques et physiques qu'elle engendre pour nos collègues.

Et pour briser la monotonie de cette lente hécatombe, le ministère a eu la délicate attention de varier les plaisirs en annonçant un retrait pluriannuel d'emplois informatiques. Cette annonce a eu un effet désastreux sur les personnels concernés, le ministère engageant les redéploiements alors même que les gains envisagés à terme ne sont pas effectifs, s'ils devaient l'être un jour.

Pire, il se garde bien d'évoquer les impacts négatifs, pour les académies, des orientations nationales tels que la dématérialisation, l'intelligence artificielle, les outils dysfonctionnels... Les équipes, sursollicitées, peinent déjà, avec les effectifs actuels, à faire face à la demande. La demande croissante sera impossible à satisfaire sans renfort... les collègues ne sauraient être la variable d'ajustement de cette politique irresponsable.

Cette année encore, vous tentez d'adoucir l'amère potion en mettant en avant les nombreux emplois dont les services de notre région académique ont généreusement bénéficié. Outre qu'ils ne gomment en rien les souffrances évoquées puisque fléchés vers des missions nouvelles ciblées, une grande part est un pillage en règle des postes en EPLE au titre de la reprise en gestion académique des AESH.

Pillage, le mot peut sembler fort mais il reflète la réalité puisque la mise en place des lycées mutualisateurs était à moyens constants du BOP 141 à l'époque.

Si l'État cherche désespérément où faire des économies, la FSU lui propose une piste concrète pour récupérer des postes à même de soulager les services en souffrance : **la fin d'un SNU moribond dont plus grand monde ne souhaite la continuation.**

Ces coupes vont affecter toujours plus les conditions de travail et de rémunération des personnels et leur capacité à exercer leurs missions d'intérêt général au service des usagers. Face aux crises sociales et environnementales, l'heure n'est pourtant ni à la réduction de la dépense publique ni au renoncement à des ressources légitimes pour l'État et la société.

Dans le même temps, notre ministère communique pourtant sans honte sur la qualité de vie au travail et une gestion RH positive alors qu'il met tout en œuvre pour les dégrader un peu plus chaque année. Il est grand temps pour le Service Public et ses personnels de joindre le geste à la parole.